Le lot 1 du marché public et les 250 premières notices ont été réalisés dans les temps impartis. Les traductions sont presque achevées. Le placement se poursuit progressivement.

Les nouveaux écussons ont déjà été placés - ou le seront très prochainement - sur 256 monuments répartis sur toutes les provinces, des monuments jugés emblématiques, des biens inscrits ou candidats au Patrimoine mondial, le Patrimoine exceptionnel de Wallonie, le patrimoine des idées, quelques biens des communes - Jodoigne et Lessines notamment - quelques monuments liés à la première guerre mondiale.

Parmi les églises ouvertes concernées figurent trois monuments de votre entité : les églises de Saint-Amand à Bailleul, de Saint-Léger et de Saint-Vaast à Évregnies.

Au niveau du calendrier, le lot 2, qui concerne 250 biens classés, sera réalisé en 2012. La rédaction des notices et la recherche des clichés sont en cours.

Ensuite, 500 biens par an seront équipés pour couvrir, en environ cinq ans, l'ensemble des biens classés de Wallonie.

Pour le lot 2 et les lots suivants, les biens sont retenus sur base d'un certain équilibre géographique et en fonction de l'actualité, en tenant compte par exemple d'un week-end du patrimoine.

En ce qui concerne le budget pour le lot 1, le montant de la réalisation des plaquettes est de 10 541 euros. La traduction étant du ressort du Commissariat général au Tourisme, c'est M. Furlan qui pourrait vous renseigner sur le montant que cela peut représenter.

Je rappelle que le reste du travail a été accompli par les agents de l'IPW et que le placement est confié à des attachés du SPW accompagnés par des services communaux.

Un budget de 20 000 euros sera alloué par tranche de 500 biens. L'avantage de ce système est qu'il est tout à fait évolutif ; on peut, à tout moment, ajouter et mettre à jour les informations ou encore ajouter des vidéos. L'évolution de nos appareils téléphoniques va permettre, de plus en plus, de consulter les informations très pratiques sur les sites que l'on peut ainsi visiter en toute connaissance de cause.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Senesael.

M. Senesael (P.S.). - Madame la Présidente, je me réjouis de la réponse apportée par M. le Ministre et surtout du développement encore possible de ces nouvelles technologies pour faire prendre conscience de l'importance de notre patrimoine, surtout de son implication et de son intégration dans notre paysage wallon.

QUESTION ORALE DE MME CREMASCO À M. DI ANTONIO, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'AGRICULTURE, DE LA RURALITÉ, DE LA NATURE, DE LA FORÊT ET DU PATRIMOINE, SUR « L'AVENIR DE L'ARCHÉOFORUM DE LIÈGE »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Cremasco à M. Di Antonio, Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine, sur « l'avenir de l'Archéoforum de Liège ».

La parole est à Mme Cremasco pour poser sa question.

Mme Cremasco (Ecolo). - Merci Madame la Présidente. Monsieur le Ministre, chers collègues, l'Archéoforum de Liège est une infrastructure de 3 725 m², dimensions qui en font le plus grand d'Europe - j'ai lu cela sur leur site internet - d'où l'importance du projet. De la préhistoire aux périodes les plus récentes, chaque étape de l'histoire de Liège s'y trouve illustrée par des vestiges archéologiques, tant mobiliers qu'immobiliers.

Situé sous la place Saint-Lambert – je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de visiter l'Archéoforum - ce projet ambitieux tente de faire le lien entre la place et son sous-sol, le présent et son passé. Il présente les vestiges au public mais accueille aussi des missions plus larges de valorisation du patrimoine, dans une optique de valorisation de l'équipe et de son enrichissement. L'Archéoforum participe également à la vie culturelle liégeoise en proposant des animations pour les adultes comme les enfants.

J'ai déjà rappelé l'ampleur de ce projet, ce n'est en rien un projet sous-localiste. Il y a également l'échéance de 2017. Je pense, en outre, que c'est un projet pilote. Je me demande s'il y a des comparables en Wallonie, si on peut comparer les atouts et les faiblesses. Malheureusement, l'Archéoforum connaît d'importants problèmes financiers. Le nombre de

visiteurs attendus - 30 000 par an - est loin d'être atteint : 14 500 visiteurs, l'an dernier. M. Joris, Administrateur général de l'IPW, annonçait récemment la nécessité d'une restructuration de l'outil, pour réduire les coûts de fonctionnement.

Monsieur le Ministre, hors les déboires ou les déficits que l'on peut lire dans la presse, quel est l'état exact des finances de l'Archéoforum ? Comment ont-elles évolué depuis 2003, date de l'inauguration ? Quelle sont les sources de son financement ? Une catégorie de coûts particulière - personnel, conservation des vestiges - a-t-elle singulièrement évolué ?

La conservation des vestiges, simultanément à leur présentation in situ au public, a demandé l'installation de plusieurs systèmes de contrôle de régulation du niveau hydrométrique et de la température ambiante, de procéder au traitement de la condensation présente au plafond de la dalle de couverture et de réguler le nombre de visiteurs admis simultanément sur le site. Quand on veut à la fois conserver et faire visiter en même temps, cela nécessite quelques aménagements. D'autre part, la valorisation et l'enrichissement des connaissances d'un personnel très qualifié font partie du cœur du projet.

Monsieur le Ministre, une de ces missions fondamentales est-elle remise en question ? Quelles pistes de solution sont aujourd'hui envisagées pour que ce projet évolue favorablement ? Je serai, en effet, très triste que l'on réduise un projet qui était à ce point ambitieux. J'avais envie de dire « pilote » mais je ne sais pas s'il y a des équivalents en Wallonie. Vous allez peut-être m'éclairer sur le sujet.

Je ne voudrais pas que ce projet soit finalement réduit à quatre salles de visite d'un patrimoine qui est quand même très particulier et dont l'accès était bien organisé et très particulier. C'est là le cœur de ma question. Les enseignements sur d'autres projets en Wallonie sont les bienvenus. Si vous avez des exemples, je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Di Antonio.

M. Di Antonio, Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine. - Madame la Présidente, Madame la Députée, l'Archéoforum, lors de sa création en 2003, était un projet ambitieux puisqu'il n'était pas évident, après le sauvetage de justesse des vestiges au début des années 90, d'assurer ensuite leur ouverture permanente au public.

Pas évident, car ces vestiges souffrent d'un double handicap : d'abord, ils sont tout sauf spectaculaires puisque ce sont des fondations d'édifices disparus, des éléments de constructions romaines et médiévales entremêlés, mais rien qui puisse a priori attirer l'œil non averti. Ensuite, ces vestiges souterrains sont cachés sous une place et rien que pour ce motif, ils ne sont pas a priori remarquables.

C'est donc déjà tout à l'honneur de l'équipe de l'Archéoforum d'avoir réussi à attirer en ces lieux plus de 130 000 visiteurs payants sur l'ensemble des années depuis son ouverture. Actuellement, le nombre de visiteurs payants annuels se situe autour de 14 500, c'est cela qui est largement insuffisant. Si on veut même creuser un peu plus sur ce que représentent ces 14 500, si on devait y retirer les classes, les visites organisées des enfants, il ne restera pas grand chose.

Il est vrai qu'au départ, l'IPW avait pour objectif la fourchette haute de 30 000 visiteurs payants et je dirais pour faire le lien après avec les aspects financiers et personnels, que l'outil avait donc été dimensionné en conséquence, en termes de personnel affecté à ce lieu. Si on s'attendait à recevoir 30 000 personnes, on avait calculé le personnel nécessaire en conséquence.

Sur les aspects financiers – vous parliez de projets équivalents en Wallonie -, j'aime autant qu'il n'y ait pas de projets équivalents en Wallonie parce que là, c'est assez catastrophique.

Les recettes de l'Archéoforum, ventes de billets d'entrée et ventes à la boutique, se situent autour de 75 000 euros par an ces cinq dernières années. Les coûts, eux, qui sont pris en charge par l'IPW, tournent autour de 800 000 euros par an dont 600 000 euros pour le personnel. Les 200 000 euros restants se répartissent grosso modo pour moitié entre des frais fixes de climatisation et d'éclairage du site et pour moitié entre des frais d'animation, de promotion et d'organisation de manifestations diverses. 75 000 euros de recettes ; 800 000 euros de dépenses.

La catégorie de coûts qui a le plus nettement évolué est celle du personnel. Celui-ci était composé de huit agents au départ : cinq guides dont quatre universitaires, un technicien, une secrétaire, une directrice. Il est progressivement passé à dix agents à durée indéterminée et un agent sous contrat temporaire.

Si on compare avec d'autres outils ouverts au public tels que les abbayes de Stavelot et de Villers ou le Préhistosite

de Ramioul à Flémalle, chaque visiteur de l'Archéoforum a coûté 50 euros de subsides régionaux en 2009 et 53 euros en 2010, tandis que ces montants étaient respectivement de 14 pour les visiteurs de l'Abbaye de Stavelot, de 18 euros pour ceux du Préhistosite et de 28 euros pour ceux de Villers. Ce sont des chiffres élevés, mais tel est le coût de la culture et du patrimoine... Mais on est quand même dans un rapport entre 14 et 16 euros pour les lieux qui sont fortement visités et plus de 50 euros l'Archéoforum.

Un visiteur de l'Archéoforum coûte donc deux à trois fois plus que celui d'un autre outil public dans le secteur patrimonial. C'est pour ces motifs, dans une période où la compression des moyens publics impose de faire des choix, que la direction de l'IPW a mis en chantier un nouveau projet pour tenter de repartir dès l'an prochain avec un mode de fonctionnement moins coûteux. Son objectif est d'arriver à un coût similaire à celui des sites de Stavelot ou de Villers, par exemple, qui bénéficient chacun d'une subvention régionale annuelle de l'ordre de 500 000 euros.

Je peux vous rassurer sur le fait que la mission fondamentale de rendre accessible aux Liégeois les traces de leur histoire millénaire sous la place St Lambert n'est absolument pas remise en cause. Mais demain, les visiteurs y seront épaulés par de nouvelles technologies permettant de visualiser les bâtiments anciens, et non plus systématiquement par un guide, et je crois que c'est le cas dans à peu près tous les musées et sites patrimoniaux du monde.

Au vu des chiffres ci-dessus et de l'option prise en terme de réorganisation des types de visites, l'IPW a donc dû annoncer voici dix jours à quatre de ses collaborateurs engagés sous contrat à durée indéterminée et à l'agent temporaire, qu'en raison de cette réorganisation, ils ne pourraient plus faire partie de l'équipe de l'Archéoforum.

Mais l'IPW est, par ailleurs, un outil auquel de nouvelles missions sont régulièrement confiées. Dans toute la mesure du possible, les agents ne doivent évidemment pas pâtir des choix stratégiques de 2003 ou de ceux d'aujourd'hui.

Comme la direction de l'IPW a pu l'annoncer jeudi dernier lors d'une réunion avec les organisations syndicales, des pistes internes à l'IPW seront minutieusement étudiées afin de reclasser éventuellement les agents en question. Il n'est pas dans notre intention de garder des agents pour le principe de les garder. Il faut trouver de nouvelles missions à leur confier au sein de l'IPW. Aujourd'hui, l'Archéoforum peut fonctionner avec moins de personnel car il y a des projets en matière d'utilisation d'autres technologies mais aussi, il y a moins de fréquentation que celle qui était normalement attendue.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Cremasco.

Mme Cremasco (Ecolo). - Je vous avoue que je ne sais que penser. Le coût au visiteur par an que vous annoncez est élevé, à cause du personnel qui est nombreux. On réduit le personnel et donc le coût va diminuer. Si on reclasse le personnel au sein de l'IPW, cet Archéoforum qui fait partie du patrimoine de l'IPW, pourrait servir à effectuer une tournante. Je peux comprendre que ce soit compliqué car les comptes sont séparés. C'est de bonne gestion. Cela tourne un peu en rond. Je n'ai rien contre les Ipads mais comme les agents restent là, pourquoi ne pas laisser affectés à l'Archéoforum ? Cela me pose question, on tourne un peu en rond de mon point de vue.

INTERPELLATION DE MME CREMASCO À M. DI ANTONIO, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'AGRICULTURE, DE LA RURALITÉ, DE LA NATURE, DE LA FORÊT ET DU PATRIMOINE, SUR « L'INTÉGRATION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE PRÉSENT SUR LE SITE VAL SAINT-LAMBERT »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle l'interpellation de Mme Cremasco à M. Di Antonio, Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine, sur « l'intégration et la valorisation du patrimoine présent sur le site Val Saint-Lambert ».

La parole est à Mme Cremasco pour développer son interpellation.

Mme Cremasco (Ecolo). - Madame la Présidente, Monsieur le Ministre, chers collègues, les Cristalleries du Val-Saint-Lambert sont implantées sur un site emblématique à plus d'un titre pour la Ville de Seraing, l'agglomération liégeoise, mais aussi pour la région tout entière.

En effet, le site présente un intérêt patrimonial tant au niveau des bâtiments liés à la cristallerie, que ceux liés à la sidérurgie, ou à la vie monastique. Le site présente également des éléments de patrimoine naturel.

Le château du Val, restauré, abrite aujourd'hui le Cercle de Wallonie et témoigne du prestigieux passé et présent du site. Un hôtel de haut standing pourrait d'ailleurs venir compléter cette offre.